

tive les mêmes désillusions, les mêmes frustrations populaires, et les mêmes sanctions électorales qu'en 2002. À ceux et celles qui, ont hésité à voter Non sous prétexte que n'existait pas (encore) de force capable de lui donner une traduction politique positive, nous aurions pu répondre par le petit poème ironique d'Erich Fried :

*Des perspectives meilleures
s'ouvrent du seul fait que nous
qui n'en avons pas par ailleurs
commençons à le dire ouvertement*

Mais il est faux que nous soyons dépourvus de perspectives, pour l'Europe comme pour la gauche. Les partisans du Oui n'ont cessé de raisonner comme si les gouvernements étaient inamovibles, les rapports de force figés, et le parti socialiste l'horizon indépassable de la gauche. À ce fatalisme, résigné à l'ordre immuable des choses, nous répondons par la détermination à le changer.

Daniel Bensaïd
10 juin 2005

- 1 Maurice Blanchot, *L'Amitié*, Paris, Gallimard, 1992, p. 130
- 2 *Contretemps* a apporté sa contribution à ce patient travail pédagogique en publiant dès février 2004 son n° 9 *L'Autre Europe. Pour une refondation sociale et démocratique*. Ce dossier sur la construction européenne et le projet de traité constitutionnel reste un outil de réflexion très actuel.

Eustache Kouvélakis

Le triomphe de la politique Cinq thèses après le 29 mai

1 • Sur la nouveauté de la période

Le résultat du référendum français du 29 mai a été immédiatement ressenti comme un tournant politique majeur, bien au-delà d'une simple consultation électorale, en France mais aussi en Europe et dans le monde. L'onde de choc de l'événement est encore loin d'avoir produit l'ensemble de ses effets, d'où la difficulté, mais aussi l'urgence d'avancer quelques (hypo)thèses d'interprétation et d'intervention sur la période qui s'ouvre. Venant après les élections britanniques et allemandes (victoire à la Pyrrhus de Blair et percée de la gauche radicale, défaite écrasante du SPD en Rhénanie-Westphalie et recomposition dans la gauche syndicale et politique d'outre-Rhin), le « non » français touche la gauche européenne dans l'ensemble de ses composantes. Il s'inscrit lui-même dans un cycle plus large de remobilisation et de contre-offensive populaires au niveau mondial (cf. essentiellement l'Amérique latine, mais aussi la dynamique persistante, du moins « en extension », des mouvements altermondialistes). Pour qualifier de manière plus précise le tournant, il convient de restreindre, dans un premier temps du moins, l'analyse à la France et à la signification du référendum. La première (hypo)thèse est donc la suivante : le 29 mai, le « bloc populaire antilibéral » a touché au cœur le dispositif d'alternance entre la droite classique et la gauche social-libérale qui a permis la mise en place de la restructuration capitaliste de la société française depuis plus de deux décennies. Il est encore trop tôt pour dire si ce dispositif (en tant qu'ensemble de forces politico-sociales à la fois relativement différenciées et interdépendantes) pourra retrouver sa cohérence et sa fonctionnalité. Cela dépendra naturellement, de façon déterminante, de l'action et de la capacité politique du bloc populaire. Ce qui paraît toutefois certain c'est qu'il ne pourra le faire qu'au moyen d'une profonde réorganisation, en payant le coût d'une crise désormais inévitable, et non par un replâtrage superficiel ou une manœuvre tactique comme cela a été le cas jusqu'à présent.

2 • Sur la crise du bloc dominant

Pour mesurer l'étendue de la crise du dispositif politique d'alternance néolibérale, il faut garder à l'esprit que, par son caractère même (remise en cause des compromis sociaux qui assuraient aux classes dominées une forme de participation dans l'« intérêt général »), le néolibéralisme, en France et ailleurs, n'a pu et ne peut produire que des formes de consentement « faibles », passives, essentiellement « par défaut », en s'appuyant donc avant tout sur l'échec et les faiblesses de ses adversaires. Sa base sociale propre n'a guère dépassé les couches entrepreneuriales et certaines fractions supérieures du salariat, essentiellement de l'encadrement et de quelques secteurs limités (la « com », les « nouvelles technologies », la finance, les bénéficiaires de l'accumulation patrimoniale etc.). Minoritaire, cette base a vu de surcroît sa cohérence et sa solidité s'effriter au cours des dernières années, au fur et à mesure de la radicalisation de la restructuration capitaliste néolibérale (« harcèlement dans le travail », « blues des cadres », chômage touchant même les catégories diplômées, compétition accrue entre détenteurs de titres scolaires). Le tout sur fond de trajectoire sociale descendante pour la majorité de la population vivant en France, et plus particulièrement pour les générations qui se sont succédées sur le marché du travail depuis le milieu des années 1970.

L'ensemble de ces processus alimente la crise et la fragilité chroniques du bloc dominant en France depuis le début des années 1980. Le fossé croissant qui sépare les classes populaires et les jeunes des partis politiques, de gauche et de droite, censés les représenter, se creuse. Les dits partis se transforment de leur côté en appareils étroitement professionnalisés, privés de liens organiques avec les couches populaires et presque entièrement absorbés par l'appareil d'État central et local. L'instabilité notoire du système politique français, qui en est la conséquence, s'est traduite par la défaite, au cours des vingt dernières années, de toutes les majorités gouvernementales sortantes au bout d'un mandat.

Sorti victorieux des grandes batailles sociales qui ont jalonné la société française depuis la crise des années 1970 (restructurations industrielles, révolution managériale dans les entreprises, démantèlement partiel de l'État social etc.), le bloc de classe au pouvoir a réussi à surmonter l'érosion des bases de sa domination d'une triple façon :

- En construisant un système d'alternance bipolaire droite libérale/ gauche social-libérale qui assure la continuité des politiques menées et, dans une large mesure, du personnel qui les mène au sein de l'appareil d'État, par-delà les cycles (de plus en plus courts) des alternances au sommet et de l'irruption directe des mouvements sociaux sur la scène politique centrale (décembre 1986, novembre-décembre 1995, printemps 2003, pour ne citer que les moments les plus marquants).

- En déplaçant le centre de gravité du système partidaire et syndical (affaibli et fragmenté) et de l'appareil d'hégémonie culturelle et intellectuelle (essentiellement les médias, l'appareil scolaire échappant dans partiellement à cette logique dans la mesure où il s'est vu confier la promotion symbolique d'une tranche générationnelle issue des classes populaires) vers les « classes moyennes » supposées communier dans le consensus libéral.

- En marginalisant les classes populaires, et avant tout la classe ouvrière, au point de la rendre quasi-invisible dans l'espace public et d'obtenir, dans une large mesure, son exclusion de la représentation politique.

Durant cette période, le « projet européen » a fonctionné comme un ciment permettant de lier l'ensemble de ces mécanismes d'adaptation et de stabilisation systémiques et de façonner l'unité relative de la fraction dirigeante du bloc au pouvoir. Il constituait de ce fait le *point fort* du consensus faible néolibéral. C'est pourquoi le résultat du 29 mai frappe ce dernier en profondeur.

Négativement, tout d'abord, en révélant au grand jour sa fragilité, voire l'absence de toute forme d'adhésion populaire majoritaire au rouleau compresseur du néolibéralisme. C'était certes déjà le cas le 21 avril 2002, mais, à l'époque, la configuration particulière de la compétition électorale avait rendu possible le « sursaut systémique » d'un 2^e tour consensuel au profit de Chirac et l'apparence d'alternance parlementaire « normale » lors des législatives suivantes. Cette fois, la nature même de la consultation (un référendum sur le point stratégique de l'unité du bloc dirigeant) ne laissait aucune marge de ce type. Ce sont donc les piliers du système d'alternance néolibéral qui sont touchés dans leur cohérence. Leurs divisions éclatent au grand jour, et leurs effets, potentiellement dévastateurs, dépassent les logiques particulières des acteurs (symptôme classique des conjonctures de crise). La possibilité d'une crise de régime est désormais envisageable. Elle marquerait un seuil d'irréversibilité dans la crise du bloc dominant.

La droite parlementaire et le PS se débattent dans cette crise, durablement divisés entre : d'une part, une droite gaulliste tentant de préserver quelques restes de compromis social et une droite néolibérale musclée, décidée à en découdre avec les résistances sociales ; de l'autre, entre un social-libéralisme ouvertement assumé (un PS « blairisé », éventuellement allié avec des secteurs de la droite centriste) et des secteurs qui ont basculé du côté du bloc antilibéral, ou misé sur une refonte du système d'alternance sur des bases « intermédiaires ». Le paysage médiatique, et pour une part syndical, paraît presque aussi dévasté que le système partidaire (que l'on songe à la situation dans la CGT et au rôle particulièrement affligeant de la direction Thibault).

Positivement, la séquence politique et sociale qui a conduit au 29 mai a mis un terme à l'attitude de retrait, de passivité et de résignation des classes

populaires qui a permis jusqu'à présent au bloc dominant de redresser à chaque fois la barre. Elle prolonge des tendances préexistantes, en réalité toute l'expérience des luttes de la dernière décennie, aussi bien que, sur le plan électoral, la dynamique annoncée par les résultats de l'extrême-gauche entre 1995 et 2002 ou le vote sanction des régionales de 2004. Ce processus acquiert à présent une extension, une structuration et un ancrage suffisants pour dicter les termes de l'affrontement central (« le social contre l'Europe libérale ») et pour construire une dynamique majoritaire qui relègue l'extrême-droite dans un rôle subalterne.

3 • Sur la repolitisation populaire

Le véritable événement de la séquence référendaire se trouve dans la mobilisation populaire qui s'est saisie des questions politiques à une échelle sans doute inédite depuis les années 1970. Articulant mobilisation par en bas et cadre unitaire « au sommet », entraînant dans ses rangs des militants syndicaux, politiques et associatifs de provenances diverses, souvent non affiliés organisationnellement, débordant en pratique les objectifs des composantes qui en furent partie prenante (sans nier leur rôle), la campagne du non de gauche est parvenue à construire un véritable front antilibéral, capable de porter les revendications vitales des couches populaires au centre de la bataille politique. Une repolitisation, synonyme de clivage, en profondeur de la société française a pu dès lors s'affirmer au cours de ces derniers mois. Ce n'est qu'ainsi que la victoire du non populaire devient intelligible, en dépit du rouleau compresseur médiatique et politique, en dépit de l'absence de véritable soutien des confédérations syndicales, en dépit aussi du boulet que représente la captation durable d'une partie de la révolte et du désespoir ouvriers par l'extrême-droite lepéniste.

C'est aussi la raison pour laquelle ce n'est que la victoire du non qui a réussi à ouvrir une brèche dans le mur politique contre lequel se sont fracassées toutes les luttes des dernières décennies, plus particulièrement l'élan né des grèves de décembre 1995. On peut en ce sens considérer comme irrévocablement dépassé l'aspect « antipolitique » du cycle précédent, déjà malmené par les effets du 21 avril, de la défaite des mobilisations du printemps 2003 et du vote sanction des régionales. La question de la « construction européenne » a fonctionné de fait comme le point de condensation de l'ensemble des contradictions de la conjoncture, mettant au cause la stratégie même du bloc dominant. L'issue de la crise ouverte dépendra de la poursuite et de l'approfondissement de la dynamique populaire. Et la force, ou l'arc de forces qui, au sein du bloc antilibéral, verront s'affirmer leur capacité hégémonique seront celles qui paraîtront les plus capables de porter cette dynamique et de la

transformer en véritable alternative politique, mettant de côté aussi bien les divisions sectaires que la confusion ou la compromission avec le système d'alternance chancelant et discrédité.

4 • Sur le rapport antilibéralisme/anticapitalisme

La campagne et la victoire du 29 mai se sont construites sur la base d'une opposition claire et résolue au libéralisme, dans ses deux variantes possibles et alternativement mises en œuvre. C'est précisément l'exigence d'approfondissement et de stabilisation d'une orientation antilibérale, qui se donne à la fois les objectifs et les moyens de rompre avec le cours actuel des choses, qui conduit à poser la question de la perspective anticapitaliste. De l'intérieur même de la logique de la situation et non comme un programme plaqué de l'extérieur, une rhétorique radicale abstraite, incapable d'agir sur les lignes de fractures réelles de la conjoncture donnée.

Aujourd'hui, après des décennies d'offensive capitaliste, l'élaboration d'une politique antilibérale effective constitue la ligne de démarcation principale départageant, à tous les niveaux, l'ensemble des forces sociales, intellectuelles et politiques. Sa mise en œuvre par un bloc populaire majoritaire au niveau des institutions existantes (y compris gouvernementales) ne peut que conduire à court terme à des affrontements de classes de très grande ampleur. Des affrontements qui aboutiront inévitablement à poser la question de la propriété des principaux moyens de production, d'échange et de communication ainsi que celle de la structure du pouvoir et des appareils d'État. C'est dans ce mouvement que se construira aussi l'espace européen des luttes qui seul peut conduire, à terme, à la construction d'espaces démocratiques « constituants » dépassant le cadre des États-nations existants. On peut considérer à ce propos que chaque cycle de luttes populaires ascendantes à l'échelle européenne a été marqué par des objectifs constituants de ce type, que ce soit les « républiques rouges » des révolutions de 1848 ou le projet d'une Europe des conseils ouvriers qui a saisi l'imagination de millions de travailleurs au lendemain de la première boucherie mondiale, de Turin à Petrograd et de Berlin à Budapest.

5 • Sur le front de classe

C'est donc sur le terrain d'une orientation antilibérale conséquente que se jouera l'hégémonie au sein même du bloc antilibéral. La force politique des révolutionnaires se jugera sur leur capacité d'impulser, à chaque étape de la conjoncture, l'approfondissement de cette orientation *sans* rompre le cadre unitaire du rassemblement populaire, tout particulièrement en direction des forces réformistes, de type social-démocrate classique ou « mouvementiste ». Exercice assurément difficile, mais dont le succès conditionne la mise en

échec de toute reconstitution du système d'alternance néolibéral, dans sa double dimension de marginalisation des forces radicales et des classes populaires.

Car il existe bien une dimension de classe dans ce que nous avons désigné jusqu'à présent comme le bloc populaire antilibéral. Celui-ci est certes majoritaire dans toutes les couches du salariat et de la jeunesse jusqu'au niveau des « cadres supérieurs et professions intellectuelles ». Mais il présente les caractères d'une polarisation de classe très nette, avec un « noyau dur » autour de la classe ouvrière des « cols bleus », qui ont voté non à près de 80 % (et se sont nettement plus mobilisés que d'habitude), et des « cols blancs » (plus de 60 % de non), et un dégradé toujours majoritaire autour des couches intermédiaires du salariat et de la jeunesse.

Compte tenu de l'absence du pôle social-démocrate « classique » en France (organiquement lié au mouvement ouvrier et syndical), c'est de fait aux forces anticapitalistes du front antilibéral qu'incombe la tâche d'une structuration de classe du bloc populaire. La reconstruction de l'hégémonie ouvrière représente aujourd'hui la condition pour faire reculer les divisions internes créées ou amplifiées par la restructuration capitaliste (clivage générationnel, public/privé ou « Français » « immigrés ») et saper durablement l'influence du Front national parmi l'électorat populaire. C'est la structuration d'un front de classe qui peut aussi faire bouger, dans un sens plus productif, les lignes de démarcation entre des forces « classistes » (notamment au sein du PCF et de la CGT), souvent rétives au travail unitaire et repliées sur un horizon « ouvrieriste », et les forces d'extrême-gauche (essentiellement autour de la LCR), très à l'aise dans le cadre unitaire et la dynamique des mobilisations par en bas, mais à faible implantation et capacité de pénétration en milieu ouvrier.

Constitution d'un pôle anticapitaliste dépassant la fragmentation organisationnelle actuelle et construction d'une politique hégémonique de classe se présentent ainsi comme la double condition du succès d'un front antilibéral capable de conduire les forces populaires à la contre-offensive. Le temps de l'initiative est venu.

Paris, le 6 juin 2005

Dossier : Sciences, recherche, démocratie

Dossier coordonné par
Daniel Bensaïd et Philippe Pignarre

